



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

<http://www.ei-ie.org>

RÉGION
EUROPÉENNE-
CSEE

Président

Ronnie Smith

Vice-présidents

Paul Bennett
Odile Cordelier
Jörgen Lindholm
Monika Konczyk
Galina Merkoulouva
Ulrich Thöne



5, Bd du Roi Albert II, 9^e
1210 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 2 224 06 91/92
Fax +32 2 224 06 94
secretariat@csee-etuice.org
<http://www.csee-etuice.org>

Directeur européen

Martin Rømer

Trésorier

Walter Dresscher

CSEE

**Comité syndical européen de l'éducation
Région européenne de l'IE**

Déclaration sur la Grèce

Le CSEE est solidaire des enseignants grecs

adoptée par le Bureau du CSEE le 17 septembre 2012

Dans la perspective de la prochaine grève générale qui aura lieu en Grèce le 26 septembre 2012, le CSEE, la Région européenne de l'Internationale de l'Éducation, se déclare solidaire de nos collègues grecs.

L'austérité en Grèce ne semble pas avoir de fin. Après déjà deux renflouements suivis par des mesures d'austérité draconiennes qui ont failli mener à l'effondrement de l'éducation et des services de santé, le gouvernement grec prépare un nouveau plan de coupes budgétaires et de privatisations.

Les créanciers exigent du gouvernement qu'il allonge la semaine de travail à six jours et pousse plus loin la déréglementation du marché du travail avant de libérer davantage de fonds dans le cadre du deuxième plan de sauvetage du pays. Une lettre de la Troïka – Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Union européenne –, qui a fait l'objet d'une fuite et était adressée aux ministres des finances et du travail de Grèce, ordonnerait des réformes spectaculaires du marché du travail en ce qui concerne les salaires minimaux et le temps de travail.

Pour répondre à ces exigences, le gouvernement grec cherche de nouvelles façons de réduire les dépenses budgétaires de 11,5 milliards d'euros afin que le pays puisse recevoir la prochaine tranche du plan de renflouement prévue en octobre.

En Grèce, les investissements dans l'éducation publique ont toujours figuré parmi les plus bas d'Europe. Après plusieurs coupes dans le budget de l'éducation et dans les salaires, les retraites et les prestations des enseignants, les écoles se trouvent aujourd'hui dans une situation où elles ne sont même plus en mesure d'assurer le chauffage en hiver. Dans le même temps, les services publics de santé se sont gravement détériorés au point que personnes âgées et les personnes gravement malades doivent se prendre en charge elles-mêmes.

Il est clair depuis le début que le gouvernement grec doit réformer l'administration publique, le système de budgétisation et le système fiscal et prendre des mesures en vue d'accroître la productivité. Mais nous assistons en Grèce à la plus grande cure d'austérité de l'histoire européenne. À de nombreux égards, la Grèce est devenue un laboratoire de l'austérité contrôlé par des intérêts purement économiques. Il ne semble pas y avoir de fin à ce que les investisseurs paraissent prêts à exiger pour déréglementer le marché du travail.

Le CSEE a dénoncé à plusieurs reprises la politique d'austérité qui ne conduit qu'à un cercle vicieux menant à davantage de restrictions et d'austérité. Aujourd'hui en Grèce, les coupes claires dans le budget de l'éducation ne mènent nulle part. Les créanciers et le gouvernement devraient comprendre que protéger les investissements dans l'éducation est l'une des solutions pour sortir de la crise et un facteur important pour assurer une cohésion sociale durable.

Les dernières données grecques sur l'emploi montrent que plus de la moitié des jeunes de moins de 25 ans sont sans emploi. En mai 2012, 53,8 % des jeunes Grecs étaient au chômage selon Eurostat, la division des statistiques de la Commission européenne. Parallèlement, plus de 6 000 entreprises privées ont fui vers la Bulgarie, où elles ont trouvé un climat plus rentable. Malgré la hausse des impôts et de la TVA en Grèce, les recettes collectées par le gouvernement diminuent et le PIB ne cesse de se contracter, ce qui signifie que les seules perspectives pour les mois à venir sont davantage de mesures d'austérité.

Les réductions salariales dans l'enseignement allant de 25 à 35 %, les enseignants ont déjà payé un prix plus que raisonnable pour une crise dont ils ne sont nullement responsables. Les réductions des salaires se poursuivent de façon de plus en plus sophistiquée et sélective. Nous observons que le personnel académique des universités est aujourd'hui visé par des baisses de salaire sélectives et punitives, qui ne sont pas imposées à d'autres catégories comparables de fonctionnaires, en dépit des gels et des réductions des salaires que ce personnel a déjà subis au cours des quatre dernières années. Nous soutenons donc l'action que le personnel universitaire envisage de mener.

Le CSEE reconnaît la nécessité d'une réforme, mais dénonce clairement la politique d'austérité appliquée en Grèce. Dans la situation actuelle où un grand nombre de pays d'Europe sont en crise, les perspectives de reprise sont très faibles, à moins qu'une action réelle et coordonnée au niveau européen ne soit lancée pour soutenir la croissance. Dans plusieurs pays, et pas uniquement en Grèce, les employeurs ne souffrent pas d'un manque de main-d'œuvre bon marché, mais d'une pénurie de la demande pour leurs produits.

Le CSEE est convaincu que sauvegarder l'éducation en Grèce et surtout investir dans ce secteur pourraient constituer une aide importante dans la crise sociale qui s'étend déjà. Le CSEE se tient aux côtés de nos organisations membres grecques dans leur lutte contre les mesures d'austérité et soutient pleinement la grève générale de nos collègues le 26 septembre.

Le CSEE encourage également tous nos syndicats membres européens à adresser des messages de solidarité et à montrer leur opposition et leur défiance vis-à-vis des politiques menées en Grèce en protestant auprès du gouvernement grec, des ambassades de Grèce, du Président de l'Union européenne et des groupes politiques du Parlement européen.